

Pour expliquer l'état de ma réflexion sur la présidence Macron, 1° je rappellerai d'où je viens ; 2° je dirai où je suis présentement et 3° je conclurai sur ce qu'il me semble permis d'espérer.

1° D'où je viens.

□

D'abord, je rappelle que je n'ai pas voté Macron (premier tour : Fillon ; second tour : abstention). Oublions Pénélope et le vol de l'élection, dont Macron a profité, mais qui probablement est imputable à d'autres. Mes raisons essentielles se trouvaient avant tout dans l'identification des soutiens d'Emmanuel Macron : Cité de Londres et *big money*, magnats de la presse française, idéologues libertaires, plus une masse de politiciens impuissants, paniqués, venus de gauche et de droite classiques. Tous espéraient sauver leur pouvoir par une fusion en catastrophe, qui les préserverait à la fois d'une gauche socialiste, d'une droite plus traditionnelle et aussi des populismes.

Mes autres raisons se trouvaient dans certaines déclarations extravagantes durant sa campagne, notamment : « Il n'y a pas de culture française. » Ou le « crime contre l'humanité » en Algérie... Et j'en oublie. Plus une impression générale de vacuité vague et de surexcitation. Peut-être ces défauts étaient-ils feints ou comme instinctivement calculés ?

J'aurais pu ajouter le souvenir négatif de tel de ses camarades qui l'a vu opérer dans la commission Attali, à plat ventre devant ce dernier, mais pour le reste quintessence de l'inspecteur des finances. Séducteur au reste. Il a toujours eu un talent fou pour séduire des seniors puissants qui l'ont beaucoup aidé dans sa carrière. Il a pris ses grandes idées tactiques

Les premiers mois de la présidence Macron. Réflexions.

Écrit par Henri Hude - Mis à jour Dimanche, 15 Octobre 2017 17:05

à Fromentin (les 577) et à Valls, mais il a su en repérer la valeur potentielle. Il a eu une chance inouïe, mais il a su la saisir.

Je postulais une solidarité forte entre Macron et ces faiseurs de rois, plus une absence de fond sous la surface. Il y avait donc lieu de redouter un immobilisme technocratique de fond, un engagement atlantique fait de tension avec la Russie et d'interventions destructives, le progrès continu du nihilisme dans le domaine éducatif et culturel.

Malgré cela, j'approuvais le désir populaire de renouveler au maximum la classe politique en place (manifesté par l'exclusion de Sarkozy, Hollande, Valls et Juppé, par la poussée de Mélenchon et Le Pen, et par la sélection de Hamon, Fillon et puis de Macron lui-même). Il me semblait sain de sortir des clivages droite/gauche en ce qu'ils avaient de dépassé et d'artificiel. Peut-être aussi l'adhésion au thème centriste (même représenté par François Bayrou) signifiait-elle aussi l'espoir d'un nouveau *new-deal*

. Mais je pensais que ces soutiens et pulsions sympathiques pèseraient peu face à la massivité des pouvoirs qui avaient parié sur Macron.

□

□

2° Où j'en suis aujourd'hui.

Parlons successivement politique (2.1), puis économie (2.2). Il sera question de culture dans le 3°.

2.1. Vers le rétablissement du politique ?

Dans tout le raisonnement du 1^o, un postulat me paraît désormais discutable : la solidarité fondamentale entre Macron et ses soutiens.

Je pourrais m'expliquer par plusieurs grands exemples historiques.

Richelieu fait carrière dans le parti féodal, pacifique et dévot de la Reine mère ; il parvient au pouvoir grâce à lui. Une fois arrivé, il fait accepter au Roi une ligne contraire : absolutiste, laïque et de guerre à l'Espagne, l'opposé de la ligne de son parti.

Bonaparte arrive au pouvoir comme l'homme qui va prêter son épée et sa belle figure militaire aux grandes idées de Sieyès et aux petits calculs de la camarilla du Directoire. On sait ce qu'il advint.

Plus près de nous, en Russie, en 1999, Vladimir Poutine est porté au pouvoir par le groupe des oligarques entourant Boris Eltsine. Ils voient en lui un technocrate sans personnalité. Ils pensaient manipuler une marionnette. Ils avaient créé un tsar.

Des puissances considérables peuvent donc commettre des erreurs d'appréciation majeures, si leur créature en définitive leur échappe.

Et Macron ? Il faut encore attendre.

« Le pouvoir révèle l'homme. » (Aristote) L'expérience de quelques mois montre qu'Emmanuel Macron a l'âme monarchique, non sans tendance despotique. J'observe qu'il est arrivé grâce à la faveur de la presse et qu'il a aussitôt remis les journalistes en place, ce qui exprime très probablement l'opinion qu'il a de la profession. L'éviction brutale du général de Villiers est aussi

typique, mais paradoxalement plutôt signe d'un besoin d'avoir les Armées avec lui. Maladresses ? Sans aucun doute, à divers points de vue, mais qu'on pourrait dire *psychologiquement nécessaires et instinctivement calculées*

. La constitution de 1958 lui plaît infiniment. Donc, le président Macron se rendra-t-il de plus en plus indépendant des forces qui ont poussé sa candidature ? La réponse est assurément : oui, dans la mesure où il y trouvera intérêt. Et ce serait une chance pour la France, de sorte que l'autoritarisme qu'on dénonce chez lui est plutôt une qualité, dans une situation qui n'est pas rattrapable sans une transformation majeure de notre pays, processus qui n'est jamais porté au début que par un très petit nombre de personnes, et parfois même, une seule.

A la différence du désir jouisseur de pouvoir, une volonté puissante ne se satisfait pas des privilèges et vanités, ni même du quotidien de l'autorité. Elle ne s'excuse pas. Foin de démocratie, elle règne fièrement, sans culpabilité, et après tout cela ne déplaît pas au peuple. Une puissante volonté ne se satisfait pas des apparences ; elle veut créer et laisser une empreinte. Trop ambitieuse pour ne chercher que sa grandeur individuelle, il lui faut s'incarner dans la grandeur de ce dont elle est la tête. Le pays. Elle n'a que faire de la célébrité : elle veut la gloire. La gloire fait lever les yeux vers l'horizon, vers l'Histoire, au-delà même de la mort, qu'elle méprise. Enfin, elle est trop fière pour dépendre d'abord de la reconnaissance d'autrui. C'est de la conscience de soi qu'elle tient la certitude d'une supériorité donnant naturellement droit au pouvoir. Et c'est alors que, selon les mots de Thucydide, « sous la démocratie, il s'agit de la monarchie d'un citoyen ».

Peut-être pour Emmanuel Macron n'est-ce là qu'un thème nietzschéen et qu'un rôle de théâtre ? Mais peut-être pas.

Peut-être la démocratie en déroute devant les oligarchies a-t-elle besoin de monarchie ? A condition que le même monarque encourage les élites, les reconnaisse, les porte à servir, leur désapprenne la honte d'exister, et leur rende la fierté des excellences sans lesquelles l'égalité ne vaut rien. Il doit avoir mépris des anarchistes, des réactionnaires, et des envieux. Avec cela aimer le peuple, le servir, lui rendre un avenir et son unité au-delà des divisions nulles. L'indispensable restauration du politique, dans un pays en décrochement, a besoin d'autorité phare, pourvu qu'il y ait derrière un véritable programme et des actes forts.

Est-ce le cas ?

2.2. Vers le rétablissement de l'économie ?

Macron est le premier à donner l'impression d'avoir, dans le domaine économique, une dynamique un peu raisonnable et résolue. Il a raison quand il décrit ses opposants comme des grognons ou des réactionnaires. Il a raison quand il dit que la France ne se réforme pas mais se révolutionne, car c'est incontestablement l'expérience historique. De plus, nous vivons une période de révolution industrielle et de mondialisation, et beaucoup de nos institutions sont dépassées.

Il semble avoir entrepris d'appliquer un programme économique assez peu différent de celui de François Fillon, sans reculer immédiatement devant les oppositions comme faisait toujours Hollande. François Fillon aurait-il eu, ou pu avoir, la même fermeté ?

Il s'agit de rendre au capitalisme français sa vigueur et, par suite, un avenir économique à ceux des Français qui sont en déroute. Sa politique effective, quels qu'aient été les gages donnés par le passé, combine les éléments d'une politique libérale réaliste, visant l'adaptation à des conditions mondiales que nous ne pouvons changer, et une politique industrielle qui peut sembler dans la continuité de ses prédécesseurs (sauvetage médiatisé des canards-boiteux et gestion sociale du déclin) mais avec un accent plus volontariste ou même colbertiste : par exemple, lors de la nationalisation des chantiers navals de Saint-Nazaire.

L'économie française porte, par rapport à l'économie allemande, un surpoids de dépense publique. Mais la réduction des dépenses publiques produit une récession que l'on ne peut amortir que par un énorme effort d'investissement. Celui-ci doit être en grande partie européen, c'est là l'intérêt d'avoir une monnaie commune. Le *quantitative easing* de la BCE (en termes concrets, sa planche à billets) détruit à terme la monnaie, sauf s'il s'oriente vers l'investissement. C'est ce que conseillait Macron sous Hollande et c'est ce qu'il veut faire. Mais pourra-t-il en convaincre les Allemands ?

Telle est sans doute la substance de sa politique économique européenne. Le reste paraît relever davantage d'une recherche d'image et de l'entretien d'un rêve.

La manœuvre est très délicate, à cause de son ampleur et de l'aveuglement des populismes, et parce qu'elle dépend largement des Allemands. Mario Draghi n'a plus qu'une année de mandat. Si le *quantitative easing* ne peut pas porter l'investissement, la réforme en France ne peut pas se faire sans une forte récession, et tout deviendrait imaginable alors, en France et en Europe.

3° Qu'est-il permis d'espérer ?

Si le début de sa présidence est plutôt positif et encourageant, sa démarche appelle les mêmes réserves que nous pouvions faire au sujet du programme de François Fillon. On comprend que le président monarque semble essayer de définir un positionnement central, éloigné du clivage droite/gauche en ce qu'il a d'idéologique et de dépassé devant la révolution industrielle numérique et la mondialisation, et combinant les deux dimensions en ce qu'elles ont de complémentaire. Mais entre ce concept prometteur et un mécanisme opératoire, il y a de la marge.

Questions. Non seulement : la cure d'austérité sera-t-elle accompagnée d'une relance innovante de l'investissement, qui rendrait un avenir à la partie de la population qui aujourd'hui n'en peut plus ? Mais encore : par quoi remplace-t-on la social-démocratie qui ne marche plus en régime économique globalisé ? Sûrement pas par rien du tout. Mais par quoi ? Au-delà de l'intention centriste équitable, dispose-t-on d'une vision économique et sociale originale et véritablement centrale ? Le capitalisme est la condition indispensable à l'existence décente des masses, mais il a désespérément besoin d'un supplément d'âme pour les aider à survivre et

pour survivre avec elles.

Les limites du pouvoir politique sont toujours marquées par la culture. Faute d'un renouveau humaniste et mystique, il est vain d'espérer un grand dynamisme historique. Tout au plus un réformisme intelligent et toléré, qui serait déjà un progrès, mais pas la grande œuvre historique dont la France a besoin, comme les autres nations d'Europe.

Ce qui débilite la France en profondeur, ce ne sont pas certains défauts ataviques et bien connus, qui sont parfois les contreparties de ses qualités ; c'est qu'une certaine culture dominante est dans un état de complet épuisement. Or l'autorité de la culture est ce qui donne force au pouvoir. Une culture moribonde ne permet donc pas de réformer avec puissance. La France a ainsi besoin d'une politique éducative et culturelle qui rompe avec le nihilisme

[\[i\]](#) sans se replier sur un simple conservatisme sans horizon et sans nouveauté. Elle a besoin d'un nouvel humanisme et non d'aberrations nihilistes. Le nihilisme n'est pas un humanisme. Toute politique culturelle nihiliste empêchera le relèvement. Tout conservatisme banal renforcera le nihilisme.

Si le président choisissait le nihilisme, et quels que puissent être ses succès par ailleurs, je pense que l'Histoire ne le choisirait pas. Toute la question est donc de savoir si Emmanuel Macron choisira d'avoir un destin ou d'accomplir une grande destinée.

P.S. Peut-être aurons-nous, ce dimanche soir 15 octobre 2017, avec la longue intervention présidentielle à la télévision, un début de réponse à cette question.

[\[i\]](#) Le ministre Blanquer semble tenter de limiter certaines aberrations de l'éducation nihiliste.